

BERNARD, André, *Les institutions politiques au Québec et au Canada* (Montréal, Éditions du Boréal, 1995), 123 p.

Xavier Gélinas

Volume 50, numéro 2, automne 1996

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/305546ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/305546ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut d'histoire de l'Amérique française

ISSN

0035-2357 (imprimé)

1492-1383 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Gélinas, X. (1996). Compte rendu de [BERNARD, André, *Les institutions politiques au Québec et au Canada* (Montréal, Éditions du Boréal, 1995), 123 p.] *Revue d'histoire de l'Amérique française*, 50(2), 319–319.
<https://doi.org/10.7202/305546ar>

NOTES BIBLIOGRAPHIQUES

BERNARD, André, *Les institutions politiques au Québec et au Canada* (Montréal, Éditions du Boréal, 1995), 123 p.

Connu notamment pour son classique *La politique au Canada et au Québec*, l'auteur passe ici en revue les grandes institutions qui nous régissent. Dans un louable esprit de synthèse, chaque sujet est abordé et retourné méthodiquement, laissant place aux exemples nécessaires, mais sans digressions ni anecdotes inutiles.

La moindre des qualités de cet ouvrage n'est pas son objectivité. Sur telle pratique ou telle institution controversées, l'auteur expose les avis des uns et des autres, laissant le lecteur trancher. Le professeur Bernard ne profite donc pas de la collection grand-public qu'est Boréal Express pour instiller ses vues auprès des étudiants, novices par état, qui formeront probablement l'essentiel de son lectorat.

Dans son chapitre sur le Sénat, il omet de mentionner que les membres de la Chambre haute peuvent devenir ministres — ce qui a souvent rendu service aux gouvernants. Pensons à Joe Clark qui, en 1979, pour compenser une députation québécoise anémique en nombre et en talent, s'est appuyé sur des sénateurs existants et une vacance à pourvoir pour donner un certain poids au Québec dans son cabinet.

Une seule coquille subsiste: dans le tableau de la page 64, il faudrait lire «Parti libéral du Québec» et non «Parti libéral du Canada». Des tableaux et des extraits de lois constitutionnelles complètent avantageusement l'ouvrage. Les notes de fin de document, peu nombreuses, auraient pu être intégrées au bas de chaque page. La bibliographie est succincte, comme il sied. On notera toutefois que l'ouvrage de John Saywell, *The Office of Lieutenant-Governor*, dont l'édition utilisée est de 1957, fut réimprimé en 1986, avec un nouveau chapitre traitant de l'ère contemporaine.

La concision, l'exactitude et l'équanimité de ce livre lui méritent un avenir de *vade-mecum* pour les étudiants en politologie et autres sciences humaines.